WINZEN, Kristina, *Handwerk – Städte – Reich. Die städtische Kurie des Immerwährenden Reichstags und die Anfänge der Reichshandwerksordnung*

Guillaume Garner

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1210>

DOI : 10.4000/ifha.1210

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Guillaume Garner, « WINZEN, Kristina, *Handwerk – Städte – Reich. Die städtische Kurie des Immerwährenden Reichstags und die Anfänge der Reichshandwerksordnung* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2002, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1210> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1210>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

WINZEN, Kristina, *Handwerk – Städte – Reich. Die städtische Kurie des Immerwährenden Reichstags und die Anfänge der Reichshandwerksordnung*

Guillaume Garner

- 1 Cet ouvrage, issu d'une thèse soutenue à Bonn en 2000, se propose d'étudier les origines de l'ordonnance impériale sur l'artisanat (Reichshandwerksordnung) de 1731, considérée à juste titre comme l'une des principales lois votées par la Diète perpétuelle de Ratisbonne. La genèse de ce texte législatif s'est en effet déroulée en deux phases : de 1665 à 1672, un projet a été élaboré à l'initiative du collège des villes d'Empire, avant d'être soumis à l'approbation des collèges des princes territoriaux (Fürstenkollegium) et des princes électeurs (Kurfürstenkollegium). Le résultat des négociations entre ces trois instances fut un projet de loi qui ne fut jamais ratifié par l'empereur Léopold Ier ; ce n'est que plus d'un demi-siècle plus tard qu'il fut largement repris dans l'ordonnance de 1731, le soulèvement des cordonniers d'Augsbourg en 1726 ayant montré l'urgente nécessité d'une législation artisanale s'étendant à l'échelle de l'Empire sur les corporations. K.W. se propose donc d'étudier la phase d'élaboration de cette ordonnance, de 1665 à 1672, suivant deux questions directrices : il s'agit d'une part de reconstituer les prises de position des villes sur la question de l'artisanat, les buts poursuivis à travers ce projet de loi, ainsi que les éventuels conflits d'intérêts et divergences d'analyse entre les différentes villes d'Empire. Les possibilités pour le collège des villes d'influencer les décisions prises par la Diète d'Empire et les relations entretenues par ces villes avec les deux autres collèges constituent l'autre fil directeur de ce travail qui est organisé en trois parties d'importance très inégale. Une bibliographie et un index des villes complètent l'ouvrage. K.W. s'est essentiellement appuyée sur des sources manuscrites pour mener son étude, la destruction des archives de la ville de Ratisbonne, qui présidait le collège des villes d'Empire, l'ayant conduite à utiliser les fonds de diverses villes (Ulm, Lübeck, Augsbourg, Nuremberg, Cologne, etc.).

- 2 La première partie montre d'une part que la position des villes d'Empire, au sein de la Diète, est caractérisée par une précarité certaine, le collège de ces villes ayant reçu au lendemain de la guerre de Trente Ans un droit de vote au contenu mal défini et manquant au total de consistance face au pouvoir des deux autres collèges. Elle fait d'autre part apparaître le rôle majeur joué par certaines villes (Ratisbonne, Ulm, Nuremberg, Augsbourg) au sein du collège des villes d'Empire, notamment par le biais de la pratique de la co-représentation permettant au représentant d'une ville de voter également pour d'autres villes, en général de taille plus modeste.
- 3 La seconde partie souligne que trois questions principales ont été au cœur des délibérations menées de 1665 à 1672 : il s'agit d'abord de la discipline des compagnons, ensuite des conflits tournant autour de l'honneur ou du déshonneur attachés à l'exercice de certaines professions, et enfin du débat sur les Hauptladen, qui sont des corporations de certaines villes qui pouvaient exercer la juridiction suprême sur une branche d'activité à l'intérieur de l'Empire. Ce thème a été de loin le plus conflictuel en raison de l'opposition entre Nuremberg, favorable aux Hauptladen, et les villes d'Ulm et surtout d'Augsbourg qui combattirent vigoureusement cette institution. K.W. montre également dans cette deuxième partie que les collèges des princes et des princes-électeurs n'ont certes jamais élaboré de projet de loi spécifique sur l'artisanat, mais qu'ils ont constamment conservé la possibilité de modifier les projets élaborés par les villes d'Empire dans le sens de leurs intérêts : c'est ainsi que le débat sur les Hauptladen a eu une issue favorable à Ulm et Augsbourg parce que ces villes surent jouer de l'appui des deux collèges supérieurs pour contrer la majorité des villes initialement favorable à Nuremberg. Mais dans le même temps, le texte élaboré en 1672 conserve les Hauptladen dotés d'un privilège, ce qui préservait la supériorité territoriale à laquelle étaient attachés les électeurs et les princes, au premier rang desquels les Habsbourg.
- 4 La troisième partie de l'étude de K.W. montre d'ailleurs que cette volonté de préserver la supériorité territoriale des princes fut l'un des principaux points débattus à partir de 1726, l'application de l'ordonnance de 1731 étant laissée à l'appréciation de chaque gouvernement territorial.
- 5 On l'aura compris, cette étude apporte un certain nombre de vues nouvelles sur le fonctionnement concret des institutions impériales, sur les rapports entre droit d'Empire et législation des différents états d'Empire, sur les modalités d'élaboration des mesures de politique économique impériale et sur l'unification problématique de cette politique économique, plus généralement de la législation, à l'échelle de l'Empire. Ces différents apports auraient incontestablement pu être davantage mis en valeur si l'auteur n'avait pas adopté, dans la seconde partie de son étude, le parti pris d'une présentation chronologique des débats et des délibérations. Il en résulte quelques longueurs et un manque de netteté dans la mise en évidence de résultats pourtant intéressants, ce qui rend d'autant plus regrettable l'absence d'une conclusion synthétisant ou résumant ces apports. Les stratégies argumentatives des différents protagonistes de ces débats auraient par ailleurs mérité de plus amples développements, de nombreuses citations invitant à penser que les propositions avancées s'appuyaient non seulement sur la défense d'intérêts propres bien compris, mais aussi sur la volonté de certaines villes d'unifier la législation à l'échelle de l'Empire afin de créer des conditions institutionnelles favorables à la prospérité de l'artisanat. Des outils analytiques pertinents auraient de ce point de vue pu être

empruntés à la notion de concurrence institutionnelle, utilisée depuis quelques années par certains historiens et économistes allemands.

6 Guillaume GARNER